


ACCUEIL / POLITIQUE

La tribune de 25 députés LR contre le Ceta : "Ne faisons pas de l'alimentation un marqueur de classe sociale"

🕒 21h15, le 20 juillet 2019

Par **Redaction JDD** 

Vingt-cinq députés expliquent dans une tribune pourquoi ils refusent de ratifier le Ceta, le traité de libre-échange entre l'UE et le Canada.



Julien Dive, Virginie Duby-Muller, Philippe Gosselin et Valérie Boyer. (Abaca)

Partager sur :



La ratification du traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, le **Ceta**, a donné lieu mercredi dernier à de vifs débats à l'Assemblée jusque tard dans la nuit. Le texte doit officiellement être ratifié mardi. Les Républicains ont notamment rejeté un traité qui, selon leur chef de file Christian Jacob, pourrait "déstabiliser la filière bovine" française. Dans une tribune que publie le JDD, 25 autres élus de son groupe s'alarment de la multiplication des traités de libre-échange et de son impact sur l'alimentation. Voici leur texte :

"Ne faisons pas de l'alimentation un marqueur de classe sociale"

"Mardi nous nous exprimerons à l'Assemblée nationale sur le traité de libre-échange Ceta lors d'un vote solennel.

La majorité ne cesse de nous vilipender à cause des réserves que nous émettons à l'encontre de ce traité. Au lieu de chercher à comprendre les raisons profondes de l'inquiétude des français sur ce traité, elle préfère caricaturer toute opinion divergente de la sienne. Ne pas approuver le Ceta reviendrait à être un vil réactionnaire protectionniste, fermé au monde; ce raisonnement est à la fois simpliste et caricatural.

*«Aucun contrôle ou vérification
sur la présence d'hormone ne
sera possible»*

Le problème n'est pas exclusivement celui du Ceta ; il réside dans l'accumulation de ces traités de libre-échange. L'erreur originelle est d'avoir appréhendé les uns après les autres ces traités et non dans leur accumulation.

Aujourd'hui le Ceta, demain le Mercosur, après-demain le 'Parc' avec la Nouvelle-Zélande. Les intentions déclarées paraissent toujours louables : offrir au consommateur français des produits moins chers et augmenter son pouvoir d'achat.

Alors que les règles européennes interdisent les farines animales et les hormones de croissance, le Canada les autorise. Le gouvernement ne cesse de répéter que ces viandes importées correspondront à nos standards, cela est faux. Les contrôles s'effectuent sur une pièce vivante, ce qui sera importé ce ne seront pas des pièces vivantes, mais des carcasses. Aucun contrôle ou vérification sur la présence d'hormone ne sera donc possible.

*«Le consommateur français
aura l'illusion d'avoir du
pouvoir d'achat»*

Il est indéniable que l'équivalence des normes ne sera pas assurée, avec comme conséquence la détérioration de la qualité de nos produits alimentaires et un réel problème au niveau sanitaire.

Le consommateur français aura l'illusion d'avoir du pouvoir d'achat, sans réaliser que cela sera au détriment de la qualité des produits qui seront dans son assiette.

Les répercussions sont bien plus profondes. Comme si notre société n'était déjà pas assez fracturée, ces traités comme le Ceta vont créer un nouveau marqueur de classe sociale : l'alimentation.

La France comptera deux types de consommateurs, les plus aisés qui mangeront des produits locaux de haute qualité, profitant des circuits courts ou du bio et les plus modestes qui devront consommer le pire des produits importés avec une qualité sanitaire discutable.

*«L'alimentation française et
européenne doit rester un
secteur stratégique»*

La réelle problématique posée n'est pas pour ou contre les échanges avec nos amis canadiens, c'est bien celle de la nouvelle fracture sociale dans notre société et de ce que nous souhaitons avoir comme qualité alimentaire dans nos assiettes, plus particulièrement pour nos concitoyens les plus défavorisés.

L'alimentation française et européenne doit rester un secteur stratégique en matière de souveraineté et de sécurité sanitaire.

Nous nous refusons à faire de l'alimentation un nouveau signe de marqueur social, c'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas accepter la ratification du Ceta."

Liste des signataires :

- Julien DIVE député de l'Aisne
- Marine BRENIER députée des Alpes-Maritimes
- Mansour KAMARDINE député de Mayotte
- Valérie BOYER députée des Bouches-du-Rhône
- Patrick HETZEL député du Bas-Rhin
- Virginie DUBY-MULLER députée de la Haute-Savoie
- Bernard PERRUT député du Rhône
- Marie-Christine DALLOZ député du Jura
- Jean-Louis THIERIOT député de Seine-et-Marne
- Nadia RAMASSAMY députée de la Réunion
- Eric STRAUMANN député du Haut-Rhin
- Brigitte KUSTER députée de Paris
- Maxime MINOT député de l'Oise
- Isabelle VALENTIN députée de la Haute-Loire
- Dino CINIÉRI député de la Loire
- Arnaud VIALA député de l'Aveyron
- Pierre VATIN député de l'Oise
- Philippe GOSSELIN député de la Manche
- Emmanuel MAQUET député de la Somme
- Stéphane VIRY député des Vosges
- Marc LE FUR député des Côtes-d'Armor
- Fabrice BRUN député de l'Ardèche
- Éric PAUGET député des Alpes-Maritimes
- Thibault BAZIN député de Meurthe-et-Moselle
- Pierre CORDIER député des Ardennes